

<http://www.pressegauche.org/5000-fonctionnaires-en-moins-une-mesure-risqueee-et-inefficace-IRIS>



5000 fonctionnaires en moins : une mesure risquée et inefficace (IRIS)

- Communiqués -

Publication date: jeudi 15 novembre 2018



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 15 nov. 2018 - La réduction de 5000 employé·e·s du secteur public promise par le nouveau gouvernement constitue une erreur. Dans une fiche rendue publique aujourd'hui, l'IRIS rappelle que les coupes irréfléchies dans les effectifs du secteur public peuvent avoir pour effet de réduire la qualité et l'accessibilité des services. Qui plus est, elles amèneront l'augmentation du recours à la sous-traitance privée qui s'avère plus dispendieuse et qui réduit l'expertise gouvernementale.

« La mesure promise par le premier ministre en campagne électorale pourrait aisément nous coûter plus cher en sous-traitance, en plus de nuire à la capacité de l'État de rendre des services à la population », explique Guillaume Hébert, chercheur à l'IRIS et auteur de la fiche. Depuis 2014-2015, 9617 postes ont déjà été supprimés chez les employé·e·s du secteur public au Québec. « Dans le cas précis de la fonction publique, elle compte pour ainsi dire le même nombre d'employé·e·s qu'il y a 10 ans alors que pendant ce temps la population a augmenté de 9,1 % », ajoute l'auteur.

Le secteur public pourrait être forcé de se tourner vers la sous-traitance si les ressources manquent à l'interne. Or, la sous-traitance peut s'avérer dispendieuse, surtout si le secteur public perd son expertise et qu'il se retrouve à la solde des partenaires privés comme on l'a vu au Québec dans domaine de la construction.

L'informatique est un autre exemple de secteur où la perte d'expertise s'avère extrêmement néfaste. « Il est d'ailleurs paradoxal que la CAQ affirme d'une part pouvoir épargner plusieurs centaines de millions de dollars annuellement en limitant le recours à la sous-traitance en informatique et que d'autre part elle prévoit économiser en supprimant davantage de postes dans le secteur public », illustre Guillaume Hébert.

Institut de recherche à but non lucratif, indépendant et progressiste, l'IRIS a été fondé en 2000. L'Institut produit des recherches sur les grands enjeux de l'heure (partenariats public-privé, fiscalité, éducation, santé, environnement, etc.) et diffuse un contre-discours aux perspectives que défendent les élites économiques.

Pour lire la fiche : <https://iris-recherche.qc.ca/publications/caq-1-fonctionnaires>.